

## Déclaration FATCA pour les sociétés opérationnelles du secteur non financier (entités non américaine non financières actives – Active NFFE)

Raison sociale

Siège social (Rue, N°, Code postal, localité, pays)

(ci-après le Client)

Le Client demande par la présente à être traité par CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A. (ci-après la Banque) comme une *Entité non-américaine non financière active* dans le cadre du US Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) et de l'accord intergouvernemental entre le Luxembourg et les Etats-Unis concernant le FATCA (IGA) et certifie:

1. Ne pas détenir la relation référencée ci-dessus dans l'intérêt ou pour le compte d'une autre personne en tant que mandataire, dépositaire, actionnaire fiduciaire, signataire, conseiller en placement ou intermédiaire.
2. Ne pas accepter de dépôts dans le cadre de ses opérations bancaires ordinaires ou activités similaires.
3. Ne pas *détenir de placements financiers comme une part importante de ses activités* (voir ci-dessous) pour le compte d'autrui;  
*(Détenir des placements financiers comme une part importante de ses activités* signifie générer 20% ou plus de revenu brut au cours des 3 années civiles précédentes ou au cours de la période d'existence de l'entité grâce à la conservation et à la maintenance du compte, aux frais de transfert, aux commissions et frais provenant de l'exécution et de la tarification des transactions sur titres, au résultat effectivement réalisé dans le cadre de l'extension de crédit accordée aux clients concernant les placements financiers détenus (ou acquis par le biais d'une telle extension de crédit), au résultat effectivement réalisé sur l'écart des prix vendeur et acheteur des placements financiers et aux frais de prestation de conseils financiers et de services de recouvrement et de régularisation).
4. Ne pas être une société holding ou un centre de trésorerie, faisant partie d'un Expanded Affiliated Group (voir ci-dessous) et incluant une entité décrite à la section 2 ou 3 ci-dessus ou constituée dans le cadre d'un véhicule de placement ou d'un fonds commun;

Une entité fait partie d'un Expanded Affiliated Group dans les cas où:

- L'entité est une société, et qu'elle est affiliée à un parent commun détenant directement ou indirectement plus de 50% des actions par vote et par valeur d'une telle société, ou
  - L'entité est une société de personnes ou toute autre entité sans personnalité morale, et qu'elle est affiliée à un parent commun détenant directement ou indirectement plus de 50% par valeur du droit de propriété d'une telle entité.
5. Ne pas être une entité d'investissement, c'est-à-dire ne pas générer plus de 50% de son revenu brut par le biais d'activités d'investissement, de réinvestissement ou de négoce de titres, d'intérêts dans des sociétés, de matières premières ou de tout intérêt dans de tels titres, intérêts dans des sociétés ou matières premières.

**A remplir par la Banque**

N° de client (N° CIF)

INT. Archive:

REQ N°

6. N'est pas une compagnie d'assurances (ou la société holding d'une compagnie d'assurances) qui émet ou est tenue d'effectuer des paiements relatifs à un compte financier.
- et**
7. Respecte le test revenus/actifs suivant pour l'année civile précédente, en fonction de la juste valeur de marché ou de la valeur comptable des actifs du Client figurant sur son bilan:
- Moins de 50% de son revenu brut constituait un revenu passif (voir ci-dessous);
- et**
- Moins de 50% de ses actifs étaient des actifs hors exploitation (c'est-à-dire, des actifs qui sont ou peuvent être source de *revenu passif*, voir ci-dessous) sur une base moyenne pondérée.

Dans ce cas, *revenu passif* a la signification définie dans l'US Treasury Department Regulation §1.1472-1(c)(1)(iv)(A) et englobe en général les produit de placements tels que les dividendes, intérêts, loyers et redevances pour licence (autres que certains loyers et redevances actifs), rentes, l'excédent des gains sur pertes provenant de la vente ou de l'échange des types de propriété précédents, etc.

Le Client s'engage expressément à informer la Banque sous 30 jours en cas de modification de son statut défini ci-dessus, et sous 60 jours notamment après toute année civile dont le test revenus/actifs de la Section 7 ci-dessus ne serait plus respecté.

---

Lieu et date

X

---

Signature(s) de la société

A remplir par la Banque

Tampon